

mentale, l'évolution vers le régime totalitaire, détermine tout le mouvement ouvrier du monde entier.

Nous devrions rappeler également la Hollande, où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour le capitalisme impérialiste, mais où la soi-disant organisation anarcho-syndicaliste était elle aussi sous le contrôle du gouvernement impérialiste. Le secrétaire de l'organisation Sneevliet, en dépit de ses sympathies platoniques pour la IV<sup>e</sup> Internationale, était, comme député au parlement hollandais, en premier lieu intéressé à ce que les foudres du gouvernement ne s'abattent pas sur son organisation syndicale.

Aux Etats-Unis, le ministère du Travail, avec sa bureaucratie « gauchiste », s'est assigné comme tâche de subordonner le mouvement syndical à l'Etat démocratique et on doit dire que jusqu'à présent, cette tâche a été remplie avec quelques succès.

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme. C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon, d'une part contre l'impérialisme étranger et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est bien indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante, vise à discipliner la classe ouvrière, à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat, qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats, en tant qu'organes de la lutte des classes, et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats, et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale présente, qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé, avec une clarté spéciale, que l'anarchisme qui, au point de vue théorique, est toujours simplement du libéralisme poussé à son extrême, était en pratique une propagande pacifiste dans le cadre de la république démocratique, dont il recherche la protection. Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme système de mouvement de masses et d'action politique, ne représente que du matériel de propagande sous la protection pacifique de la légalité. Dans les moments de crise, les anarchistes font souvent l'inverse de ce qu'ils prêchent en temps de paix. Ce fait fut signalé par Marx lui-même au sujet de la Commune de Paris.

Et il se répéta à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement, au sein d'une